Catalogue 11-001-XIF (English 11-001-XIE) ISSN 0380-6103

Le Quotidien

Statistique Canada

Le mercredi 22 juin 2005
Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Bilan des investissements internationaux du Canada, premier trimestre de 2005 2
Le passif international net du Canada a poursuivi sa tendance à la baisse au cours des trois premiers mois de 2005, ayant enregistré une baisse trimestrielle record. Notre passif net a diminué de 10,4 % par rapport au quatrième trimestre de 2004 pour atteindre 162,3 milliards de dollars, soit son plus bas niveau en vingt ans.

Indicateurs avancés, mai 2005 6
L'indicateur avancé a progressé de 0,3 % en mai, soit au même taux révisé qu'en avril.

Étude : Effet de la libéralisation des échanges sur les entreprises canadiennes du secteur de la fabrication 8

Enquête sur la couverture de l'assurance-emploi, 2004 9

Régimes de pension d'employeurs (caisses de retraite en fiducie), quatrième trimestre de 2004 11

Indice des prix des produits agricoles, avril 2005 11

Production de pétrole brut et gaz naturel, avril 2005 12

Nouveaux produits

13

Communiqués

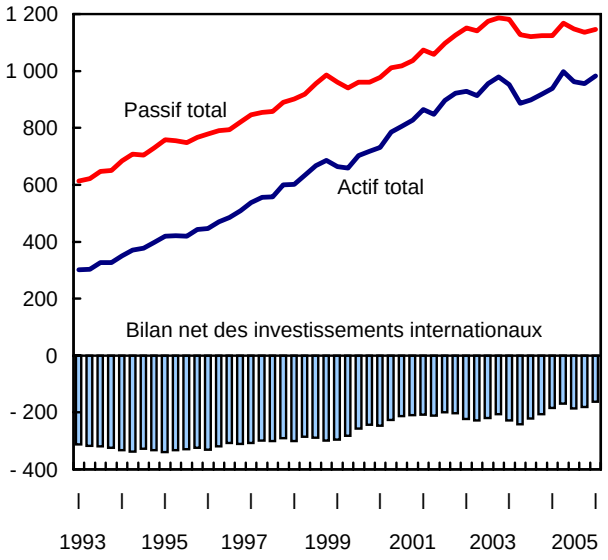
Bilan des investissements internationaux du Canada

Premier trimestre de 2005

Le passif international net du Canada a poursuivi sa tendance à la baisse au cours des trois premiers mois de 2005, ayant enregistré une baisse trimestrielle record.

Bilan des investissements internationaux du Canada

Milliards de dollars



Notre passif international net a diminué de 10,4 % par rapport au quatrième trimestre de 2004 pour atteindre 162,3 milliards de dollars, soit son plus bas niveau en vingt ans.

Le passif international net représentait seulement 12,2 % du produit intérieur brut (PIB) annuel du Canada à la fin de mars 2005, poursuivant ainsi sa tendance à la baisse. Il y a dix ans, il se situait à 42,3 % du PIB.

La baisse du passif net s'explique par une hausse moyenne de la valeur des actifs canadiens à l'étranger plus rapide que la hausse des engagements envers l'étranger.

Par ailleurs, les étrangers qui ont investi au Canada ont acheté des actions à un rythme plus rapide que les obligations, parallèlement à la baisse de la dette de l'administration publique. Les actions canadiennes aux mains de non-résidents ont plus que doublé depuis 10 ans en proportion du passif international total.

La valeur de l'actif international s'établissait à 983,3 milliards de dollars au premier trimestre de 2005, en hausse de 2,9 % par rapport au trimestre précédent. Les investissements directs à l'étranger, les dépôts et les avoirs en obligations étrangères expliquent en grande partie cette augmentation.

Le dollar canadien s'est légèrement déprécié par rapport au dollar américain au premier trimestre, mais s'est apprécié par rapport à la plupart des autres devises, ce qui a réduit de 4,2 milliards de dollars la valeur de l'actif international.

Le passif international du Canada se chiffrait de son côté à 1 145,6 milliards de dollars, ayant enregistré un

Nouvelle série sur les instruments du marché monétaire étranger

L'investissement de portefeuille dans les titres étrangers (actif du Canada) a été élargi et il comprend maintenant les instruments du marché monétaire étranger. La nouvelle série commence au premier trimestre de 2002. Ces instruments étaient inclus précédemment dans l'actif sous « Autres investissements », et ils demeurent dans cette catégorie pour les périodes antérieures au premier trimestre de 2002.

Estimations supplémentaires fondées sur la valeur marchande

Au premier trimestre de 2005, les investissements totaux de portefeuille (actions, obligations et instruments du marché monétaire) sont disponibles à la valeur marchande. Ces séries supplémentaires font partie d'une initiative pluriannuelle visant à améliorer l'information du bilan pour tous les secteurs de l'économie. L'analyse qui suit porte sur des données fondées sur la valeur comptable, en attendant qu'un jeu complet d'estimations fondées sur la valeur marchande soit disponible.

Les estimations selon la valeur au marché des investissements directs étrangers seront disponibles en juin 2006. Diverses méthodes visant à mieux mesurer les investissements directs étrangers à la valeur au marché sont à l'étude à l'échelle internationale. Les recommandations d'experts en investissements directs seront disponibles au cours de 2005 et serviront de guide à l'établissement de la méthodologie du Canada.

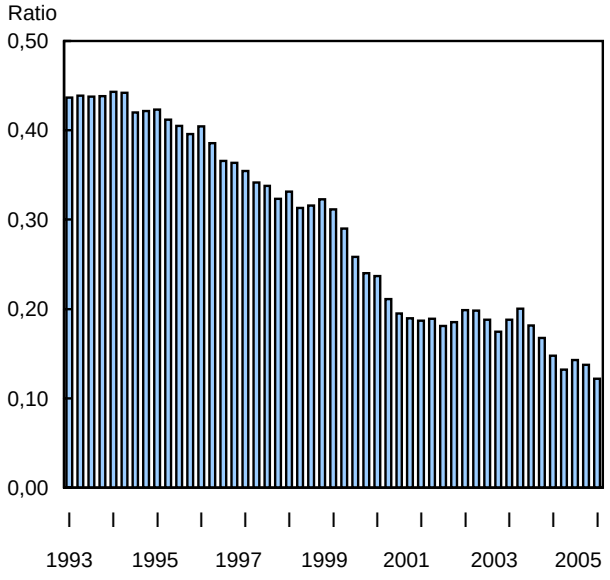
Réévaluation de la monnaie

La valeur de l'actif et du passif libellée en devise étrangère est convertie en dollars canadiens à la fin de chaque période pour laquelle on calcule un bilan. La plupart des avoirs étrangers du Canada sont exprimés en devises étrangères, tandis que moins de la moitié de notre passif international est en devises étrangères.

Lorsque le dollar canadien prend de la valeur, la redéfinition de la valeur de cet actif et de ce passif en dollars canadiens fait diminuer la valeur déclarée. L'opposé est vrai lorsque le dollar perd de la valeur.

faible gain de 0,8 % par rapport au quatrième trimestre de 2004. La hausse du passif s'expliquait surtout par les investissements directs étrangers et les prêts. Elle a fait suite à une série de baisses trimestrielles ayant débuté au début de 2003.

Passif international net du Canada par rapport au PIB



Hausse modérée des investissements directs canadiens à l'étranger

Les investissements directs canadiens à l'étranger ont atteint 452,6 milliards de dollars à la fin du premier trimestre, en hausse de 1,7 % par rapport à la fin de 2004. Ils représentaient, au premier trimestre, 46 % de l'actif international du Canada et progressent régulièrement depuis 10 ans.

Des opérations de 10 milliards de dollars expliquent cette hausse de la position, en partie réduite (-2,4 milliards de dollars) par une appréciation globale du dollar canadien.

Les investissements directs aux États-Unis ont augmenté de 9,1 milliards de dollars pour atteindre 202,9 milliards de dollars, surtout à cause de l'acquisition d'une entreprise du secteur financier américain.

La valeur des investissements directs canadiens dans tous les autres pays a diminué de 1,5 milliard de dollars pour se situer à 249,7 milliards de dollars, surtout en raison de l'appréciation du dollar canadien par rapport aux devises autres que le dollar américain.

Les Canadiens achètent des obligations étrangères à un rythme plus rapide que les actions

Les investisseurs canadiens ont acheté des obligations étrangères à un rythme plus rapide que pour les actions étrangères durant le premier trimestre de 2005.

La croissance des avoirs canadiens en obligations étrangères a augmenté de 9,4 % ce qui les a portés à 62,9 milliards de dollars. Près des trois quarts de cette augmentation s'expliquent par l'acquisition d'obligations américaines.

Par ailleurs, les avoirs en actions et en instruments du marché monétaire étranger ont diminué de 0,6 % pour atteindre 196,6 milliards de dollars. L'effet conjoint de la faiblesse des achats et de l'appréciation du dollar canadien par rapport à la plupart des devises autres que le dollar américain explique ce recul.

L'augmentation des réserves et de l'actif-dépôt a contribué pour sa part à réduire le bilan net des investissements internationaux de 9,0 milliards de dollars.

Près des deux tiers des investissements directs proviennent toujours des États-Unis

La hausse de 1,6 % des investissements directs étrangers au Canada leur a permis d'atteindre 371,5 milliards de dollars à la fin de mars 2005.

Près des deux tiers de cette augmentation provenaient des États-Unis. Cette proportion est demeurée relativement stable au cours des trois dernières années.

Par ailleurs, l'Union européenne a perdu du terrain au profit d'autres pays de l'OCDE et de pays moins développés durant la même période.

En proportion du passif international total, les investissements étrangers ont avoisiné 32 % au cours des deux dernières années, après une croissance constante au cours des huit années précédentes.

Croissance régulière de la proportion des avoirs étrangers en actions canadiennes

Il y a eu une croissance régulière de la proportion des avoirs étrangers en actions canadiennes par rapport aux obligations. À la fin de mars 2005, les non-résidents détenaient pour une valeur de 110,5 milliards de dollars d'actions canadiennes, en hausse de 1,8 % par rapport au trimestre précédent.

Les actions canadiennes aux mains de non-résidents ont plus que doublé depuis 10 ans en proportion du passif international total, ayant

atteint environ 10 % au premier trimestre de 2005. Plus de 90 % de ces actions sont détenues par des investisseurs américains.

À l'opposé, les non-résidents possédaient 405,2 milliards de dollars d'obligations canadiennes. À la fin de mars 2005, un montant presque identique à celui du trimestre précédent.

Les avoirs étrangers en obligations canadiennes ont poursuivi leur recul en proportion du passif international total. Ils ont atteint 36 % du passif total en 2005, comparativement à 43 % 10 ans plus tôt.

Les données annuelles indiquent que, géographiquement, ces avoirs étrangers sont beaucoup plus diversifiés, 57 % étant détenus par les États-Unis, 27 % par l'Union européenne et 6 % par le Japon en 2004.

Les avoirs étrangers en instruments du marché monétaire canadien ont également enregistré une forte baisse en proportion du passif international du Canada. Ils représentaient, au premier trimestre, seulement 2 % de ce passif, comparativement à 7 % il y a 10 ans. Les non-résidents détenaient 18,6 milliards de dollars d'instruments du marché monétaire à la fin de mars 2005.

Le passif-prêt a connu un bond de 7,0 % pour se situer à 42,5 milliards de dollars, après deux trimestres de fort recul.

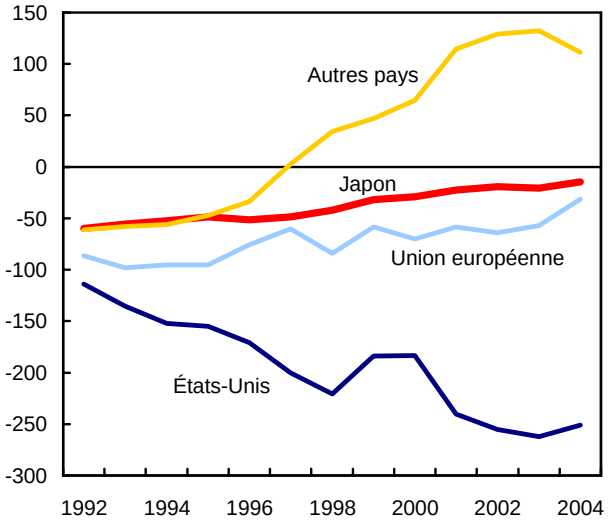
Diminution du passif étranger net avec les États-Unis

Les investisseurs américains ont continué de détenir de loin la part la plus considérable du passif net du Canada, mais cette part a diminué en 2004. Au quatrième trimestre de 2004, elle s'élevait à 251,0 milliards de dollars, en baisse comparativement à 262,3 milliards de dollars un an plus tôt.

Le Canada doit également moins à l'Union européenne et au Japon. Ces créanciers nets détenaient 45,8 milliards de dollars de la dette nette du Canada en 2004, par rapport à 78,0 milliards de dollars en 2003.

Bilan des investissements internationaux du Canada, selon la zone géographique

Milliards de dollars



L'actif net du Canada avec tous les autres pays est passé à 115,7 milliards de dollars à la fin de 2004. après une forte augmentation au cours des dix années précédentes.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 376-0037, 376-0039 à 376-0041, 376-0055 à 376-0057 et 376-0059.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 1537.

Le numéro du premier trimestre de 2005 du *Bilan des investissements internationaux du Canada* (67-202-XIF, 23 $ / 51 $) paraîtra sous peu.

Pour plus de renseignements, composez le (613) 951-1855 (*infobalance@statcan.ca*). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Éric Simard au (613) 951-7244 ou avec Christian Lajule au (613) 951-2062, Division de la balance des paiements.

Bilan des investissements internationaux du Canada en fin de période

	Quatrième trimestre de 2001	Quatrième trimestre de 2002	Quatrième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005
	en milliards de dollars				
Actif					
Investissements directs canadiens à l'étranger	399,3	433,4	403,4	445,1	452,6
Investissements de portefeuille					
Obligations étrangères	38,9	43,9	45,1	57,5	62,9
Obligation étrangères à la valeur au marché	40,3	46,1	48,3	61,9	67,5
Actions étrangères	200,9	215,5	194,9	186,7	185,6
Actions étrangères à la valeur au marché	367,6	319,4	352,3	368,9	367,1
Marché monétaire étranger	0,0	9,1	11,0	11,1	11,0
Marché monétaire étranger à la valeur au marché	0,0	9,1	11,0	11,1	11,0
Autres investissements					
Prêts	68,4	71,7	58,4	56,0	58,8
Provisions	-11,9	-11,9	-11,6	-10,9	-10,8
Dépôts	108,9	102,7	109,9	112,5	118,7
Réserves internationales	53,3	56,2	45,7	40,3	43,1
Autres actifs	64,2	58,8	61,4	57,2	61,4
Total de l'actif					
À la valeur comptable	922,0	979,4	918,2	955,4	983,3
Avec l'investissement de portefeuille à la valeur au marché	1 090,1	1 085,5	1 078,8	1 142,2	1 169,4
Passif					
Investissements directs étrangers au Canada	340,4	354,1	354,5	365,7	371,5
Investissements de portefeuille					
Obligations canadiennes	427,2	450,0	405,7	405,1	405,2
Obligations canadiennes à la valeur au marché	446,4	483,2	436,2	437,7	439,3
Actions canadiennes	77,5	80,7	83,3	108,6	110,5
Actions canadiennes à la valeur au marché	167,1	132,3	181,6	242,3	256,7
Marché monétaire canadien	21,5	25,2	21,4	19,6	18,6
Marché monétaire canadien à la valeur au marché	21,5	25,2	21,5	19,7	18,7
Autres investissements					
Emprunts	56,0	59,0	54,5	39,7	42,5
Dépôts	181,1	195,0	183,1	176,0	175,1
Autres passifs	21,7	22,3	21,9	21,9	22,1
Total du passif					
À la valeur comptable	1 125,4	1 186,3	1 124,4	1 136,6	1 145,6
Avec l'investissement de portefeuille à la valeur au marché	1 234,2	1 271,1	1 253,3	1 303,0	1 325,9
Bilan net des investissements internationaux					
À la valeur comptable	-203,4	-206,9	-206,2	-181,1	-162,3
Avec l'investissement de portefeuille à la valeur au marché	-144,1	-185,6	-174,5	-160,8	-156,5

■

Indicateurs avancés

Mai 2005

L'indicateur avancé a progressé de 0,3 % en mai, soit au même taux révisé qu'en avril. Les dépenses intérieures ont continué de se raffermir, renforcées par le logement qui a repris son ascension. Sept des dix composantes ont progressé ou ont été inchangées. Trois composantes ont diminué.

L'indicateur avancé des États-Unis a repris le mouvement de baisse qui s'est amorcé il y a presque un an sans qu'il n'y ait eu de ralentissement notable de l'économie américaine. Son influence négative a cependant été majeure sur notre indice d'ensemble, ayant réduit sa croissance de moitié, à 0,2 %. Sans lui, l'indicateur canadien aurait progressé de 0,4 % en moyenne depuis septembre.

L'indice du logement a progressé de 0,1 % en raison de l'effervescence des ventes de maisons, mettant ainsi fin à neuf mois de baisse. Celles-ci ont atteint leur niveau le plus élevé depuis mars 2004. Pour les cinq premiers mois de l'année, elles ont fracassé leur record précédent de la même période dans quatre villes dont trois en Alberta et en Colombie-Britannique : Calgary, Edmonton et Victoria. Cette force s'explique par la vigueur de l'emploi dans cette région du pays, ce qui a encouragé l'entrée dans ce marché des premiers acheteurs et des nouveaux arrivants. En 2004, pour la première fois en près d'une décennie, la Colombie-Britannique a enregistré son premier solde migratoire interprovincial positif aux dépens de l'Ontario, qui a enregistré, pour sa part, son premier solde négatif. Les taux d'intérêt sont demeurés historiquement bas.

L'expansion de la demande en fabrication s'est poursuivie alors que la tendance des nouvelles commandes a continué de se raffermir. Les industries de biens d'investissement ont principalement contribué à l'accroissement. À cause des délais de production plus longs dans ces secteurs, l'impact sur les livraisons actuelles a été faible, ce qui fait qu'elles ont plafonné dans l'ensemble et que les stocks ont continué de progresser, faisant baisser leur ratio. L'emploi dans les services commerciaux et la durée hebdomadaire de travail dans la fabrication n'ont pas pu consolider leurs gains récents.

Après une pause de deux mois, l'indicateur avancé américain a repris sa tendance négative, ayant affiché un recul de 0,2 %. Cette nouvelle baisse ne signifie cependant pas nécessairement que l'économie américaine est sur le point de s'adoucir et que nos exportations vont décliner prochainement. L'indicateur américain baisse généralement depuis un an. Pourtant, nos exportations vers ce pays ont progressé au cours des quatre premiers mois de l'année par rapport à la même période l'an dernier, en hausse de 4,6 %.

Données stockées dans CANSIM : tableau 377-0003.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 1601.

Une analyse plus détaillée des composantes est accessible en ligne. À partir de la page *Le Canada en statistiques*, choisissez *Comptes nationaux*. Sur cette page, cliquez sur la publicité de *L'observateur économique canadien*, puis sur *Numéros de l'OÉC* et *Indice composite*. Pour plus de renseignements sur l'économie, consultez le numéro de juin 2005 de *L'observateur économique canadien*, vol. 18, n° 6 (11-010-XIB, 19 $ / 182 $).

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Francine Roy au (613) 951-3627 (*oec@statcan.ca*), Groupe de l'analyse de conjoncture. □

Indicateurs avancés

	Décembre 2004	Janvier 2005	Février 2005	Mars 2005	Avril 2005	Mai 2005	Dernier mois de données disponibles var. en %
Indicateur avancé composite (1992=100)	201,2	201,8	202,2	202,5	203,1	203,7	0,3
Indice du logement (1992=100)[1]	141,8	138,9	138,4	138,2	138,1	138,2	0,1
Emploi dans les services aux personnes et aux entreprises (en milliers)	2 615	2 618	2 620	2 611	2 618	2 618	0,0
Indice du cours des actions S&P/TSX (1975=1 000)	8 839	9 004	9 204	9 352	9 420	9 492	0,8
Offre de monnaie, M1 (millions de dollars de 1992)[2]	130 899	131 877	133 232	134 113	136 047	137 908	1,4
Indice avancé composite des États-Unis (1992=100)[3]	115,0	115,0	114,9	114,9	114,9	114,7	-0,2
Fabrication							
Heures hebdomadaires moyennes de travail	38,3	38,3	38,3	38,1	38,1	38,1	0,0
Nouvelles commandes - biens durables (en millions de dollars de 1992)[4]	23 724	23 844	24 050	24 716	24 926	25 106	0,7
Ratio des livraisons aux stocks de produits finis[4]	1,91	1,91	1,89	1,88	1,87	1,86	-0,01
Commerce de détail							
Meubles et articles ménagers (en millions de dollars de 1992)[4]	2 109	2 122	2 130	2 148	2 167	2 185	0,9
Ventes d'autres biens durables (en millions de dollars de 1992)[4]	7 739	7 777	7 762	7 767	7 813	7 807	-0,1
Indicateur avancé composite non lissé	201,5	203,2	203,3	203,2	204,4	204,2	-0,1

1. Indice composite des mises en chantier de logements (unités) et des ventes de maisons (service inter-agences).
2. Données obtenues après déflation par l'indice des prix à la consommation.
3. Les statistiques figurant sur cette ligne ont été publiées au cours du mois indiqué, mais portent sur le mois précédent.
4. Les statistiques figurant sur cette ligne ont été publiées au cours du mois indiqué, mais portent sur le deuxième mois avant.
5. Différence par rapport au mois précédent.

■

Étude : Effet de la libéralisation des échanges sur les entreprises canadiennes du secteur de la fabrication

À la fin des années 1980, le Canada et les États-Unis ont conclu un accord en vue d'éliminer progressivement les tarifs à l'importation sur une période de dix ans. Ce scénario de réduction des tarifs était un élément central de l'accord de libre échange (ALE) entre le Canada et les États-Unis.

Deux nouvelles études diffusées aujourd'hui fournissent des éclaircissements sur l'incidence de ces réductions tarifaires sur l'emploi et les bénéfices. Elles montrent que toutes les entreprises du secteur de la fabrication n'ont pas été touchées de la même façon. Certaines entreprises manufacturières ont été touchées positivement alors que d'autres l'ont été négativement.

La première étude, intitulée *Réductions tarifaires et emploi dans le secteur de la fabrication au Canada*, examine l'effet des réductions tarifaires sur les effectifs des entreprises présentant diverses caractéristiques de productivité et de levier financier.

Cette étude conclut que les entreprises moins productives, ainsi que celles ayant des conditions de crédit plus contraignantes, ont perdu plus d'emplois que les autres lorsque les tarifs intérieurs ont baissé.

La deuxième étude, intitulée *Libéralisation des échanges, rentabilité et levier financier*, examine l'effet des réductions tarifaires sur la rentabilité et le levier financier. On y constate que les réductions tarifaires ont réduit les bénéfices des entreprises qui étaient dans des industries fortement concurrencées par les importations, mais ont accru les bénéfices des entreprises qui étaient dans des industries ayant une plus forte propension à l'exportation.

L'emploi a peu varié dans le secteur de la fabrication à la suite de la réduction des tarifs intérieurs au cours de la période 1988 à 1994. Cependant, les entreprises relativement moins productives ont considérablement réduit leurs effectifs. Les entreprises à faible productivité ont perdu 15 % de leurs effectifs à la suite de la baisse des tarifs canadiens et américains.

De plus, les entreprises plus endettées ont également réduit leurs effectifs plus que les autres au moment de la baisse des tarifs intérieurs.

Ces résultats laissent croire que les entreprises les plus productives et celles qui étaient les moins endettées ont été en meilleure posture que les autres pour s'adapter à la concurrence croissante des entreprises étrangères.

Dans l'ensemble, l'accroissement des bénéfices liés à la baisse des tarifs américains a été plus rapide que la diminution associée à la baisse des tarifs canadiens pour les entreprises du secteur de la fabrication. Par conséquent, les bénéfices ont augmenté d'environ 10 % par année en moyenne au moment des réductions tarifaires.

Cependant, les bénéfices nets associés aux réductions tarifaires ont varié considérablement d'une entreprise à l'autre.

Plus précisément, les bénéfices des entreprises appartenant aux industries axées sur l'exportation ont augmenté nettement plus en raison de la baisse des tarifs américains qu'ils n'ont diminué à cause de la diminution des tarifs intérieurs.

Par contre, les entreprises appartenant aux industries fortement concurrencées par les importations ont vu leurs bénéficies diminuer proportionnellement plus à cause de la baisse des tarifs intérieurs qu'ils n'ont augmenté grâce à la baisse des tarifs américains.

Le document de recherche *Réductions tarifaires et emploi dans le secteur de la fabrication au Canada, 1988 à 1994* (11F0019MIF2005258, gratuit) est maintenant accessible en ligne. Une version abrégée de cette étude intitulée *Sommaire de : Réductions tarifaires et emploi dans le secteur de la fabrication au Canada, 1988 à 1994* (11F0019MIF2005259, gratuite) est également offerte en ligne. À partir de la page d'accueil, sélectionnez *Études*, sous Parcourir les périodiques et les séries analytiques, choisissez *Gratuits et payants*, puis, sous *Séries*, sélectionnez *Direction des études analytiques*.

De plus, l'étude *Libéralisation des échanges, rentabilité et levier financier* (11F0019MIF2005256, gratuit) est maintenant accessible en ligne. Une version abrégée de cette étude intitulée *Sommaire de : Libéralisation des échanges, rentabilité et levier financier* (11F0019MIF2005257, gratuite) est également offerte en ligne.

D'autres études de la Division de l'analyse des entreprises et du marché du travail peuvent être consultées gratuitement à la page *Mise à jour des études analytiques* de notre site Web (11-015-XIF).

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Sébastien LaRochelle-Côté au (613) 951-0803 (*sebastien.larochelle-cote@statcan.ca*, Division de l'analyse des entreprises et du marché du travail.

. ■

Enquête sur la couverture de l'assurance-emploi
2004

Après trois années de hausses, la proportion de Canadiens en chômage et admissibles aux prestations d'assurance-emploi a diminué en 2004, selon les données recueillies dans le cadre de l'Enquête sur la couverture de l'assurance-emploi.

Approximativement 814 900 personnes en chômage avaient cotisé au régime d'assurance-emploi en 2004 et 635 300 d'entre elles avaient eu une cessation d'emploi qui répondait aux critères du régime. Ce nombre représentait 53,5 % de tous les chômeurs, en baisse par rapport à 57,1 % en 2003.

Parmi ces personnes, environ 511 000, ou 80,4 %, étaient admissibles à recevoir des prestations d'assurance-emploi en 2004.

La raison évoquée le plus fréquemment pour ne pas être admissible au régime d'assurance-emploi demeurait l'absence d'un emploi rémunéré au cours des 12 mois précédents. En 2004, on estime que 25,7 % des chômeurs n'étaient pas admissibles pour cette raison.

En 2004, l'admissibilité et l'accès aux prestations de maternité ou aux prestations parentales pour les mères d'un enfant de 12 mois ou moins sont demeurés presque inchangés en regard de l'année précédente.

Près des trois quarts (74,3 %) des mères avaient des gains assurables et environ les deux tiers (65,9 %) ont reçu des prestations de maternité ou des prestations parentales au cours de leur grossesse ou après la naissance ou l'adoption de leur enfant.

Parmi les travailleuses rémunérées, la durée moyenne du congé effectif ou planifié s'est maintenue à 11 mois en 2004. Pour la première fois en 2004, une donnée comparable est aussi disponible pour les mères travailleuses autonomes qui, en moyenne, avaient l'intention de prendre 7 mois de congé.

La proportion de pères ayant fait une demande de prestations pour congé parental ou qui avaient l'intention de le faire s'est établie à 9,5 %, en baisse par rapport à 11,1 % en 2003. La raison le plus fréquemment évoquée pour ne pas avoir partagé le congé parental avec le conjoint était le désir de la mère de demeurer avec son enfant, suivi de motifs d'ordre monétaire.

Nota : L'enquête sur la couverture de la population par le régime de l'assurance emploi est menée pour le compte de Développement des ressources humaines Canada depuis 1997. L'enquête comporte quatre cycles de collecte chaque année soit en avril, en juillet, en novembre et en janvier. En 2000, le champ de l'enquête a été modifié afin de mesurer l'impact de l'élargissement du régime de prestations parentales. En 2004, 2 340 chômeurs et 1 247 mères d'un enfant de 12 mois ou moins ont été interviewés. Les estimations pour les années 2000 à 2003 ont été révisées afin de refléter les chiffres de population du recensement de 2001.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 4428.

Pour obtenir des tabulations spéciales ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-3321 ou composez sans frais le 1 800 461-9050 (*des@statcan.ca*), Division des enquêtes spéciales. □

Régime d'assurance-emploi, couverture et admissibilité de la population

	2003[1]	2004	2003 à 2004
	en milliers		
Population en chômage[2]	1 224	1 188	
	%		var. en points de %
En proportion de la population en chômage			
Ont cotisé au régime d'assurance-emploi et dont la cessation d'emploi répondait aux critères du régime	**57,1**	**53,5**	**-3.6**
Admissibles - Ont reçu des prestations ou s'attendent à en recevoir	44,8	40,9	-3.9
Admissibles - N'ont pas reçu de prestations mais admissibles selon le nombre d'heures travaillées	3,2	2,2	-1.0
Non admissibles selon les heures travaillées	9,1	10,5	1.4
Ont cotisé au régime d'assurance-emploi mais ont quitté leur emploi pour retourner aux études ou pour d'autres raisons jugées non admissibles par le régime	**13,9**	**15,1**	**1.2**
N'ont pas cotisé au régime	**29,1**	**31,4**	**2.3**
Emploi non assurable	5,1	5,7	0.6
Aucun emploi rémunéré au cours des 12 derniers mois	23,9	25,7	1.8
Admissibles en proportion des chômeurs qui ont cotisé au régime et dont la cessation d'emploi répondait aux critères du régime	**84,0**	**80,4**	**-3,6**

1. *Estimations révisées légèrement depuis la diffusion de 2003.*
2. *Moyenne du nombre de chômeurs pour les mois de mars, de juin, d'octobre et de décembre.*

Admissibilité des mères aux prestations de maternité et prestations parentales et durée du congé

	2003[1]	2004
Mères avec un enfant de 12 mois ou moins	327 000	350 000
En proportion du total		
Avec emploi assurable (%)	**75,3**	**74,3**
Ont reçu des prestations de maternité ou parentales (%)	64,7	65,9
N'ont pas reçu de prestations ou n'en ont pas fait la demande (%)	10,6	8,4
Aucun emploi assurable (%)	**24,7**	**25,8**
N'a pas travaillé depuis deux ans ou plus (%)	16,0	16,6
Autres (incluant travail autonome) (%)	8,6	9,1
Mères ayant reçu des prestations de maternité ou parentales en proportion des mères avec un emploi assurable (%)	**85,9**	**88,7**
Mères connaissant leur date de retour au travail (effective ou planifiée)[2]	**208 000**	**211 000**
Durée moyenne du congé planifié (en mois)	11	11
Durée médiane du congé planifié (en mois)	11	11
0 à 4 mois (%)	8,3	8,9
5 à 8 mois (%)	13,5	11,6
9 à 12 mois (%)	59,0	62,7
Plus de 12 mois (%)	19,1	16,9
Conjoint ou partenaire a fait une demande de prestations parentales ou avait l'intention de le faire	**33 000**	**30 000**
Pourcentage des mères dont le conjoint a fait une demande de prestations ou avait l'intention de le faire (%)	11,1	9,5

1. *Estimations révisées légèrement depuis la diffusion de 2003.*
2. *Exclut les mères n'ayant pas travaillé depuis 2 ans et les travailleuses autonomes, puisque l'enquête ne fournit pas de renseignements sur leurs intentions de retour au travail.*

■

Régimes de pension d'employeurs (caisses de retraite en fiducie)

Quatrième trimestre de 2004

La valeur de l'épargne-retraite de millions de travailleurs canadiens détenue dans les régimes de pension en fiducie s'est accrue pour le septième trimestre consécutif.

Les gestionnaires de caisses de retraite ont réussi à porter la valeur de l'actif des caisses à 688,0 milliards de dollars au quatrième trimestre de 2004, soit une augmentation de 3,7 % par rapport aux trois mois précédents.

La valeur des caisses progresse depuis qu'elle a atteint un creux de 532,4 milliards de dollars au premier trimestre de 2003.

Les revenus des caisses se sont élevés à 30,4 milliards de dollars et les dépenses à 24,9 milliards de dollars, ayant ainsi dégagé un flux de trésorerie nette de 5,5 milliards de dollars durant le quatrième trimestre de l'année dernière, ce qui est environ la moitié du flux de 10,4 milliards de dollars obtenu le trimestre précédent.

Les dépenses ont été anormalement élevées, en partie en raison d'un retrait en espèces effectué pour transférer des fonds d'un régime existant à un régime beaucoup plus petit, les deux appartenant au même employeur. De même, les méthodes comptables de l'industrie entraînent généralement des dépenses supérieures à la normale au quatrième trimestre de chaque année.

Les cotisations ont été élevées au quatrième trimestre, ayant atteint 9,0 milliards de dollars, dont 6,7 milliards de dollars ont été versés par les employeurs. Les cotisations totales annuelles, y compris les cotisations des employeurs et des employés, ont atteint 30,3 milliards de dollars. Pour la première fois depuis 1994, les cotisations annuelles ont excédé les prestations (29,8 milliards de dollars).

Les cotisations des employeurs ont été prononcées depuis 2002, ayant dépassé 10 milliards de dollars par année. Auparavant, ces cotisations étaient habituellement moindres.

Pour l'année civile 2004, les revenus et les dépenses de l'industrie se sont établis à 93,4 milliards de dollars et à 56,6 milliards de dollars respectivement, pour un flux de trésorerie annuel de 36,8 milliards de dollars, comparativement à 22,8 milliards de dollars en 2003.

Le rendement des investissements a atteint 8,6 % en 2004, une nette amélioration par rapport au rendement de 5,1 % obtenu l'année précédente.

Environ 5,5 millions de travailleurs au Canada cotisent à un régime de retraite d'employeur. De ce nombre, environ 4,5 millions participent à des caisses de retraite en fiducie. (Les données dans le présent communiqué ne portent que sur les caisses en fiducie et toutes les valeurs sont en dollars courants.)

L'autre million de travailleurs cotisant à un régime de retraite d'employeur est couvert par le Trésor du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux, ou encore par des contrats avec des sociétés d'assurances ou des rentes du gouvernement du Canada.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 280-0002 à 280-0004.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2607.

Pour plus de renseignements au sujet des résultats de l'enquête et des produits et services connexes, ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-7355 ou au 1 888 297-7355; télécopieur : (613) 951-3012; *revenu@statcan.ca*, Division de la statistique du revenu. ■

Indice des prix des produits agricoles

Avril 2005

Les prix que les agriculteurs ont reçus pour leurs produits agricoles en avril 2005 étaient inférieurs de 8,2 % à ceux d'avril 2004, la baisse marquée des prix des cultures ayant annulé la hausse des prix du bétail.

Dans l'ensemble, les prix des cultures ont régressé de 21,3 % par rapport à avril 2004, ce qui prolonge la tendance à la baisse d'une année à l'autre amorcée en septembre 2003, selon l'Indice des prix des produits agricoles (IPPA). Les prix que les agriculteurs ont obtenus pour les céréales, les oléagineux, les cultures spéciales et les fruits ont diminué.

Par ailleurs, les prix du bétail et des produits d'origine animale en avril 2005 ont dépassé de 2,2 % ceux d'avril 2004. L'indice total du bétail et des produits d'origine animale enregistre des hausses annuelles depuis juin 2004.

Les prix des produits laitiers et de la volaille ont augmenté en avril, tandis que ceux des porcs sont restés les mêmes et que ceux des bovins et des veaux n'ont pratiquement pas changé (-0,4 %). Les hausses annuelles s'échelonnaient de 4,0 % pour la volaille à 7,4 % pour les produits laitiers.

D'un mois à l'autre, les prix que les agriculteurs ont reçus pour leurs produits agricoles ont diminué de 1,0 % en avril par rapport à mars, la baisse des prix du bétail

et des produits d'origine animale ayant plus qu'annulé la hausse des prix des cultures.

L'IPPA (1997=100) s'est établi à 94,6 en avril, en baisse par rapport à l'indice révisé de 95,6 affiché en mars. Il s'agit de la seconde baisse mensuelle consécutive de l'indice cette année. L'indice connaissait une hausse graduelle depuis le creux de 93,4 observé en novembre 2004.

Les prix du bétail et des produits d'origine animale ont diminué de 1,6 % en avril par rapport à l'indice révisé de mars, les prix de tous les indices du bétail et des produits d'origine animale, sauf celui des porcs, ayant affiché un recul. Les prix des bovins et des veaux ont accusé un recul pour la seconde fois cette année, la frontière américaine restant fermée aux exportations de bovins vivants. Les prix des bovins et des veaux s'étaient raffermis, puis en mars, quelques jours avant la réouverture prévue de la frontière américaine aux bovins vivants du Canada et à des produits du boeuf additionnels, un juge de la cour de district du Montana a accordé une injonction provisoire retardant temporairement la réouverture de la frontière.

Indice des prix des produits agricoles
(1997=100)

	Avril 2004[r]	Mars 2005[r]	Avril 2005[p]	Avril 2004 à avril 2005	Mars 2005 à avril 2005
				var. en %	
Indice des prix des produits agricoles	**103,1**	**95,6**	**94,6**	**-8,2**	**-1,0**
Cultures	**105,9**	**82,2**	**83,3**	**-21,3**	**1,3**
Céréales	105,2	64,1	62,3	-40,8	-2,8
Oléagineux	108,7	76,2	77,1	-29,1	1,2
Cultures spéciales	113,1	88,7	86,4	-23,6	-2,6
Fruits	107,5	108,3	104,1	-3,2	-3,9
Légumes	115,3	117,4	116,9	1,4	-0,4
Pommes de terre	108,6	126,8	127,0	16,9	0,2
Bétail et produits d'origine animale	**100,9**	**104,8**	**103,1**	**2,2**	**-1,6**
Bovins et veaux	99,3	101,9	98,9	-0,4	-2,9
Porcs	87,2	86,8	87,2	0,0	0,5
Volaille	96,0	100,8	99,8	4,0	-1,0
Oeufs	104,5	95,3	95,2	-8,9	-0,1
Produits laitiers	116,5	127,8	125,1	7,4	-2,1

[r] *Données révisées.*
[p] *Données provisoires.*

Les prix des porcs ont enregistré une légère hausse en avril, dépassant ainsi les prix observés à la fin de 2004. L'abondance des approvisionnements en Amérique du Nord et la vigueur du dollar canadien avaient exercé une pression sur les prix des porcs à la fin de 2004.

L'indice total des cultures était a crû en avril, étant donné l'augmentation des prix des oléagineux et des pommes de terre.

En avril, les prix des oléagineux ont augmenté, affichant seulement la deuxième hausse de l'indice depuis mai 2004. L'indice des céréales a accusé un recul de 2,8 % en avril. Il s'agit de la neuvième baisse au cours des onze derniers mois. Les récoltes exceptionnelles dans d'autres pays exportateurs et la piètre qualité des récoltes de 2004 ont nui aux prix des céréales et des oléagineux. Toutefois, à l'approche de la nouvelle campagne agricole, les prix des cultures commencent à réagir en fonction des conditions climatiques et de leur influence sur la production cette année.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 002-0021 et 002-0022.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5040.

Le numéro d'avril 2005 de la publication *Indice des prix des produits agricoles*, vol. 5, n° 4 (21-007-XIF, gratuite) est maintenant accessible en ligne. À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Gratuites*, puis *Agriculture*.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec les Services à la clientèle en composant sans frais le 1 800 465-1991. Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Paul Murray au (613) 951-0065 (*paul.murray@statcan.ca*), Division de l'agriculture. Télécopieur : (613) 951-3868 ■

Production de pétrole brut et gaz naturel

Avril 2005 (données provisoires)

Il est maintenant possible de connaître les données provinciales sur la production de pétrole brut et gaz naturel marchand pour avril 2005.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2198.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir d'avantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873-8789 (*energ@statcan.ca*), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Nouveaux produits

Direction des études analytiques documents de recherche : Libéralisation des échanges, rentabilité et levier financier, n° 256
Numéro au catalogue : 11F0019MIF2005256
(gratuit).

Direction des études analytiques documents de recherche : Sommaire de: Libéralisation des échanges, rentabilité et levier financier, n° 257
Numéro au catalogue : 11F0019MIF2005257
(gratuit).

Direction des études analytiques documents de recherche : Réductions tarifaires et emploi dans le secteur de la fabrication au Canada, 1988 à1994, n° 258
Numéro au catalogue : 11F0019MIF2005258
(gratuit).

Direction des études analytiques documents de recherche : Sommaire de : Réductions tarifaires et emploi dans le secteur de la fabrication au Canada, 1988 à 1994, n° 259
Numéro au catalogue : 11F0019MIF2005259
(gratuit).

Indice des prix des produits agricoles, avril 2005, vol. 5, n° 4
Numéro au catalogue : 21-007-XIF
(gratuit).

Commerce de détail, avril 2005, vol. 77, n° 4
Numéro au catalogue : 63-005-XIF (18 $/166 $).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette et –XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

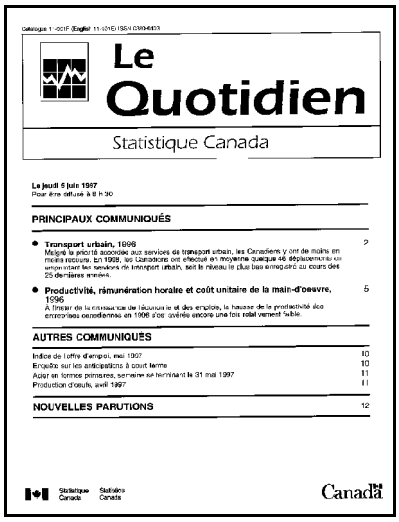
- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le :	**1 800 267-6677**
Pour les autres pays, composez le :	**1 613 951-7277**
Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le :	**1 877 287-4369**
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le :	**1 800 700-1033**

Pour commander par la poste, écrivez à : Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : *infostats@statcan.ca* ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada *(www.statcan.ca)*. À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 5 juin 1997
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
  Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 46 déplacements en empruntant les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'oeuvre, 1996** 5
  A l'instar de la croissance de l'économie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est avérée encore une fois relativement faible.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Indice de l'offre d'emploi, mai 1997 10
Enquête sur les anticipations à court terme 10
Acier en formes primaires, semaine se terminant le 31 mai 1997 11
Production d'oeufs, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 12

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse *http://www.statcan.ca*. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à *listproc@statcan.ca.* Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2004. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.